Commune de SAINT-MARTIN-LE-NŒUD

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 14 décembre 2023 à 18 h30

Présents : Jean Marie DURIEZ, Carole MORTELECQ, Thierry JOURNEUX, Gérard VIEUBLED, Hervé BIGOURD, Isabelle CATHERIN, Philippe HENNEQUIN, Nathalie ANCELIN, Pascal PETITBON, Manuella PESTEL.

Absents : Georges DEMANET (*Pouvoir à Thierry JOURNEUX*) Patrick BOUTEILLER (*Pouvoir à Jean Marie DURIEZ*) Sandra Marie PERRINE, Majda LACHGAR (*Pouvoir à Carole MORTELECQ*) Sandrine HEUDE (*Excusée*)

L'assemblée approuve à l'unanimité le Procès-verbal de la précédente séance du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023, dressé par Philippe HENNEQUIN.

Monsieur le Maire rapporte à l'Assemblée les décisions qu'il a prises dans le cadre des délégations du Conseil Municipal :

6 concessions trentenaires au cimetière en indivision accordées sur l'année 2023 dont
4 renouvellements.

Ordre du jour :

1. Débat sans vote sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUi-HM du Beauvaisis.

H. BIGOURD : Pour les logements dans les petites communes il ne restera pratiquement rien ?

Le MAIRE : 150 hectares sont prévus pour l'ensemble de l'Agglo, il est possible qu'il ne reste rien pour notre Commune

G. VIEUBLED : Ce sont de grandes orientations qui paraissent intéressantes, en continuation du SCOT précédent qui n'a pas beaucoup avancé. J'espère que ce PADD ne restera pas qu'un catalogue de bonnes intentions et qu'il faudra que cela se concrétise. Je relève certaines contradictions : on parle de diminuer les gaz à effet de serre mais actuellement on prévoit de doubler le trafic aérien, soit une augmentation des énergies fossiles consommées et plus de rejets de CO₂.

Le MAIRE : Il y a beaucoup d'emplois concernés, la capacité des avions va augmenter avec une fréquence moindre. Si l'on met trop de contraintes sur la société qui va reprendre l'aéroport il n'y aura pas de candidats.

G. VIEUBLED : C'est du chantage !

P. HENNEQUIN : Quel est le nombre de logements annuels construits les années précédentes ?

Le MAIRE : Les dernières années nous étions à 8 logements par an et aujourd'hui nous serions à 4 logements annuels.

2. Présentation au Conseil Municipal du rapport annuel sur les déchets.

proposition texte // délibération n° CM..29-2023

Service Public de PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS – Exercice 2021 ♦ Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Le Maire explique aux membres présents qu'en application des dispositions du Décret n° 2000-404 du 11 mai 2000, le rapport technique et financier sur le service de collecte et d'élimination des déchets ménagers, pour l'année 2021, débattu en Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis lors de sa séance du 10 février 2023, doit désormais être présenté au Conseil Municipal de chacune des Communes de l'Agglomération.

Le Conseil Municipal **DONNE ACTE** à Monsieur le Maire de la présentation faite du rapport 2021 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

3. Cession Foncière VANHOOREN

proposition texte // délibération n° CM..30-2023

Le Conseil Municipal,

Considérant la proposition d'achat d'une parcelle de terre, propriété communale, faite par Monsieur VANHOOREN Nicolas domicilié Chemin du Bosquet à SAINT MARTIN LE NOEUD 60000 ;

Vu l'avis favorable unanime de la Commission plénière du 4 décembre 2023 ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de la cession amiable en l'état, d'une partie de la parcelle cadastrée section ZI. numéro 22 au lieu-dit « Le Champ Marteau » qui représente un appendice de 60a.89ca sur la surface totale.

FIXE le prix de vente à 4 000,00 €uros (quatre mille €uros), auxquels s'ajouteront les frais et honoraires du Notaire ;

AUTORISE, en conséquence, Le Maire à signer l'acte, et lui donne tout pouvoir pour les autres documents contractuels.

4. Adaptation de la convention de mise à disposition du complexe sportif aux aménagements réalisés en 2023.

Proposition texte // délibération n° CM..31-2023

Convention de mise à disposition du complexe sportif Jean-Luc GODFROID

Après près de 7 années de démarches partenariales, le projet de terrain de hockey synthétique a enfin abouti. Un terrain composé à 80 % de matières biosourcées, premier du genre, financé par l'Etat, la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, la Ville de Beauvais et la Commune de SAINT MARTIN LE NOEUD, a été finalement mis en service le 25 octobre 2023.

L'ASPTT Omnisports gestionnaire historique du complexe sportif Jean-Luc Godfroid dispose désormais d'un terrain homologué et répondant aux exigences des épreuves de niveau olympique. La convention qui fixe les conditions d'utilisation et les relations entre l'association est la commune est arrivée à échéance et nécessite donc la définition d'un nouveau cadre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition du complexe sportif Jean-Luc GODFROID à intervenir du 1^{er} janvier au 31 août 2024 telle qu'annexée à la présente délibération.

AUTORISE en conséquence Monsieur le Maire à la signer dans sa version approuvée définitive.

MANDATE Monsieur le Maire pour procéder à toutes les formalités administratives, techniques et financières afférentes à la mise à disposition de cet équipement et pour signer tout document s'y rapportant.

DONNE POUVOIR au Maire pour décider en dernier ressort d'un usage non prévu par le présent règlement intérieur mais répondant aux nécessités de service ou de l'intérêt général.

5. Autorisation de signature, avant la fin de l'année 2023, de la convention territoriale globale (CTG) dans la mesure où le bonus territoire qui remplace le contrat enfance jeunesse (CEJ) est conditionné à la signature de ce nouveau dispositif en terme de subvention des accueils de loisirs et ou des structures petite enfance.

proposition texte // délibération n° CM..32-2023

Convention Territoriale Globale (CTG) – 2023 / 2027

Territoire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise

C. MORTELECQ : Il s'agit simplement de décrire dans quelles conditions la CAF est prête à s'engager avec les Communes dans ses diverses compétences. C'est l'équivalent d'un accord cadre définissant les conditions pour développer des projets sur notre territoire.

P. HENNEQUIN : Nous avons donc tout intérêt à signer cette convention.

C. MORTELECQ : nous pourrions par exemple utiliser la salle qui va être libérée à l'école en déposant un dossier pour développer un lieu de vie sociale et recevoir des financements pour cette installation

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré à l'unanimité autorise le Maire à signer cette convention qui est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027.

6. Autorisation de travaux à réaliser sur le territoire de la Commune.

proposition texte // délibération n° CM..33-2023

SYNDICAT D'ENERGIE DE L'OISE 2023-0314-T - Extension - BT / RT - SOUTERRAIN - rue des Malades N°ENEDIS : DC22/231693

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'urbanisme et les éventuelles autorisations d'urbanisme délivrées par la commune,

VU la nécessité de procéder à l'extension du réseau d'électricité pour la rue des Malades,

VU le coût total prévisionnel des travaux TTC établi au 27 octobre 2023 s'élevant à la somme de 16 655,71 €uros (valable 3 mois) ;

VU le montant prévisionnel de la participation de la SA HLM du Beauvaisis de 11 647,86 €uros (sans PCT) ;

VU l'article L.5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la nécessité de procéder à : Extension du réseau d'électricité pour le Rue des malades,

VU les statuts du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE 60) en date du 5 février 2020 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité

ACCEPTE la proposition du Syndicat d'Énergie de l'Oise de desserte en électricité rue des Malades en technique souterraine.

PREND ACTE que le Syndicat d'Énergie de l'Oise réalisera les travaux.

ACTE que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction de l'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux.

PREND ACTE de la participation du demandeur pour les sommes qui seront dues au SE 60 selon le plan de financement prévisionnel joint.

7. Enfouissement réseau Rue de Frocourt suite à la décision de la Commission plénière et de programmer l'opération.

proposition texte // délibération n° CM..34-2023

SYNDICAT D'ENERGIE DE L'OISE Mise en souterrain BT/EP/RT/HTA – rue de Frocourt

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal de son souhait de réaliser les travaux suivants et de demander leur inscription au programme travaux du SE60 : Mise en Souterrain - BT / EP / RT / HTA - SOUTER - rue de Frocourt

Il précise que le financement peut être effectué par fonds de concours en application de l'article L.5213-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cet article prévoit en effet que des fonds de concours peuvent être versés entre le SE60 et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale membres, par délibérations concordantes, pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, de maîtrise de la consommation d'énergie concernant notamment les investissements en éclairage public .

Lorsqu'il contribue à la réalisation d'un équipement, le fonds de concours est imputé directement en section d'investissement, sur l'article 2041 « Subventions d'équipement aux organismes publics », et comptabilisé en immobilisations incorporelles, amortissables sur une durée maximale de 15 ans.

Aux dépenses prévues il faudra ajouter 20 000 € pour SFR.

P. HENNEQUIN : La Commune peut-elle absorber une dépense de 300 000€ alors que nous avons déjà des emprunts à rembourser et que cela est tendu jusqu'à 2029. Sachant que nous avons d'autres choses, la micro crèche, une vente de terrain qui ne se fait pas. Nous avons aussi d'autres projets tels qu'un City Parc ... Nous nous demandons s'il ne serait pas plus judicieux de terminer l'enfouissement dans la Grande Rue et le Chemin du Moulin. Je propose que l'on attende pour choisir entre la Grande Rue, avec un coût moindre, ou la Rue de Frocourt.

G. VIEUBLED : Si l'on s'engage aujourd'hui pour l'enfouissement dans la Rue de Frocourt on peut encore reculer si l'on s'aperçoit que nous n'avons pas les moyens financiers.

Le MAIRE : Bien entendu mais nous devons nous inscrire dans un planning pour 2025 afin de ne pas rater notre tour, ne vous inquiétez pas, je ne veux pas couler la trésorerie de la Commune. On peut créer une ligne de trésorerie et emprunter.

P. HENNEQUIN : Il faut déterminer les priorités et voir les financements. Nous faisons un emprunt de 300 000€ à chaque mandat, c'est déjà beaucoup, avec un nouvel emprunt de 300 000€ le prochain Maire ne pourra plus rien faire.

Le MAIRE : On me demande de terminer l'enfouissement dans la Grande Rue et le Chemin du

Moulin, j'attends le devis pour ces travaux. Ce sera proposé en délibération courant janvier.

N. ANCELIN : Personnellement j'émet des réserves, c'est un peu tôt pour délibérer maintenant, attendons pour avoir un montant concernant les travaux à terminer dans la Grande Rue.

Le Conseil Municipal,

Considérant le coût total prévisionnel des travaux TTC, établi au 26 octobre 2023 s'élevant à la somme de 572 277,72 €uros (valable 3 mois)

Considérant le montant prévisionnel du fonds de concours de la Commune de 511 580,66 €uros (sans subvention) ou 274 779,03 €uros (avec subvention).

VU l'article L.5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE 60) en vigueur ;

VU le barème des aides du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE 60) en vigueur ;

Après en avoir délibéré ; à la majorité par 10 voix POUR, et 3 voix CONTRE (P. HENNEQUIN,

N. ANCELIN, M. PESTEL)

DEMANDE au Syndicat d'Energie de l'Oise de programmer et de réaliser ces travaux et prend acte que les travaux se réaliseront suivant le calendrier d'instruction de l'appel à projets en cours et de priorisation établi par le SE60.

ACCEPTTE la proposition financière du Syndicat d'Energie de l'Oise de procéder aux travaux de : Mise en Souterrain - BT / EP / RT / HTA - SOUTER - rue de Frocourt.

ACTE que l'exécution des travaux dépendra du calendrier de priorisation des travaux examiné par le SE60, en fonction des crédits budgétaires disponibles, de l'impact environnemental et économique, de la concertation et de la coordination avec les différents partenaires et de la commande de matériel. Une notification sera envoyée à la commune pour l'informer de la programmation de son dossier.

Pour information au sujet des travaux de mise en souterrain, le SE60 est maître d'ouvrage de l'enfouissement pour les réseaux électriques, et par délégation de compétences pour les réseaux d'éclairage public et de télécom mais pas ceux de la fibre optique installée sur nos poteaux. Hors zone AMI, c'est le SMOTHD qui réalise le transfert en souterrain de la fibre et vous facture le montant travaux qui est à ajouter au chiffrage établi par le SE60. Les travaux devront aussi être coordonnés en réalisation.

SOUHAITE le début des travaux pour la période suivante : 3ème trimestre de l'année 2025 et informe le SE60 des éléments justifiant cette planification : étalement sur 2 exercices comptables.

En cas de demandes multiples de réalisation de travaux, la commune s'engage à fournir ses priorisations au SE60.

DEMANDE au SE60 de solliciter l'aide financière du Conseil Départemental de l'Oise. L'obtention de la subvention ou dérogation conditionnera le démarrage possible des travaux.

ACTE que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction du taux d'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux.

AUTORISE le versement d'un fonds de concours au SE60.

PREND ACTE que les travaux ne pourront être réalisés qu'après versement d'une participation à hauteur de 50%

PREND ACTE du versement du solde après achèvement des travaux.

INSCRIT les sommes qui seront dues au Syndicat d'Énergie de l'Oise (SE 60) au budget communal des années 2025 et 2026, selon le plan de financement prévisionnel joint :

- en section d'investissement à l'article 204158, les dépenses afférentes aux travaux soit 239 011,67 €uros (montant prévisionnel du fonds de concours sans frais de gestion et avec subvention)
- en section d'investissement également, à l'article 204158, les dépenses relatives aux frais de gestion soit 35 767,36 €uros.

8. Vidéoprotection suite à la décision de la Commission plénière.

proposition texte // délibération n° CM..35-2023

Installation d'un système de vidéoprotection Demande de soutien financier

G. VIEUBLED : Le coût est important, on peut se poser la question de l'utilité des caméras aux entrées du village, ce système a des limites avec les voitures volées ou avec de fausses plaques.

Le MAIRE : C'est pour que les habitants soient assurés d'une certaine sécurité.

Le Conseil Municipal,

VU la fiche d'analyse et de préconisations qui fonde l'avis favorable en date du 25 novembre 2022 du référent sûreté en prévention situationnelle et vidéoprotection du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise ;

VU l'étude de faisabilité réalisée par l'ADTO-SAO réalisée le 24 mars 2023,

Considérant l'avis favorable de la Commission du 23 mai 2023 qui a arrêté le projet de vidéoprotection à 15 caméras ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité

DECIDE d'installer un système de vidéoprotection en agglomération de la commune comprenant 15 caméras.

APPROUVE le dossier technique.

ACCEPTE l'estimation prévisionnelle des travaux de 100 810,00 € HT,

ACCEPTE l'estimation prévisionnelle du coût de l'opération s'élevant à 103 310,00 € HT, soit 123 972,00 € TTC avec l'assistance de l'ADTO-SAO,

PREVOIT la variation possible de l'ordre de 3 % de hausse du coût des travaux dans le contexte inflationniste qui rend imprévisible le maintien des prix qui porterait le coût global de l'opération à 106 500,00 €uros HT, soit 127 800,00 €uros TTC

SOLLICITE une aide de l'Etat, la Région et du Département afin d'assurer le financement de

l'opération.

► DELEGUE Monsieur le Maire dans la recherche de financements.

► AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires au traitement de ce dossier, notamment la convention avec l'ADTO-SAO.

9. Demande du Service de Gestion Comptable afin de mettre à jour l'inventaire comme suite à la fusion absorption de l'ADTO-SAO par des opérations d'ordre non budgétaire.

proposition texte // délibération n° CM..36-2023

Opération Fusion Absorption ADTO-SAO

En 2020, a eu lieu une opération de fusion-absorption (avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020) entre la SPL ADTO (société absorbée) et une autre SPL, la SAO, au terme de laquelle ne subsistait que la société absorbante (SAO) qui se dénomme désormais ADTO-SAO.

Suite à cette fusion-absorption, il a été constaté une revalorisation conséquente de la valeur nominale de l'action : pour une action à 50 € détenue dans le capital de l'ADTO, chaque collectivité détient désormais 6 actions à 150 € l'unité.

La sortie de l'action détenue par la commune et l'enregistrement des actions reçues en échange auraient dû faire l'objet d'opérations d'ordre budgétaire sur l'exercice 2020 à la date de la fusion-absorption.

Il convient de corriger cette omission commise sur exercice antérieur par la passation d'écritures de correction d'erreurs « en situation nette » conformément aux dispositions de la note conjointe DGFIP-DGCL du 12 juin 2014.

Les corrections seront ainsi réalisées au sein du passif de haut de bilan sans passage par le compte de résultat (section de fonctionnement). La correction sera donc neutre sur le résultat de l'exercice.

L'imputation comptable utilisée pour enregistrer les actions détenues sera également rectifiée, les titres de participation (= actions) détenus par la commune actionnaire devant être imputés au compte 261 et non 271.

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré à l'unanimité

AUTORISE le comptable assignataire de la commune à procéder à la correction du bilan par opérations d'ordre non budgétaire, comme suit :

Débit compte 1068 et Crédit compte 271 (inventaire n° 2011-271-0001 Désignation : Acquisitions d'actions ADTO) pour 50€ (sortie du titre détenu)

Débit compte 261 (inventaire 2020/ADTOSAO Désignation : 6 actions ADTO-SAO) et Crédit compte 1068 pour 900€ (entrée des 6 titres)

Débit compte 1068 Crédit compte 192 pour 850€ (constatation de la plus-value d'échange)

10. changement de référentiel du remboursement par les locataires de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères refacturation aux locataires
Annule et remplace la délibération 13-2023 du 28 mars 2023

Monsieur le Maire expose que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est payée par la Commune, en même temps que les impôts fonciers.

Or la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) fait partie des charges récupérables par le propriétaire : le propriétaire peut répercuter le montant de la taxe sur les charges payées par le locataire, en plus du loyer.

Il convient d'en demander le remboursement aux locataires des bâtiments communaux.

Considérant la mise à jour de l'affectation des locaux communaux auprès du service du PELP de la SDIF de l'Oise

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité DECIDE que le montant de la taxe des ordures ménagères sera facturé aux locataires des bâtiments publics suivant :

- la valeur indiquée sur le rôle des impôts fonciers pour les locataires de la maison individuelle sise 63 Grande Rue, et pour les locataires du logement sis 7 rue de la Mairie,

dès lors qu'ils occupaient leur logement au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

DIT que le montant sera proratisé en cas de départ dans l'année.

AUTORISE Monsieur le Maire à faire le nécessaire pour procéder à ce recouvrement à compter de l'année 2023.

II. Disposition permettant au Maire de faire face à une dépense d'investissement imprévue ou urgente préalablement au vote du budget (initiée en 2021)

Budget Primitif 2024 : autorisation au Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

Le Maire indique au Conseil Municipal que préalablement au vote du budget 2024, la Commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2023.

Il ajoute qu'afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1^{er} trimestre 2024 et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue ou urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2023.

Le Maire demande donc l'autorisation de mandater les dépenses d'investissement 2024 dans la limite des crédits repris ci-dessous, et ce, avant le vote du budget primitif 2024 :

Chapitre	25 %
021 – immobilisations corporelles	9 535,00
023 – immobilisations en cours	167 123.75

Et le Conseil Municipal,

Entendu cet exposé,

Après en avoir délibéré à l'unanimité

DECIDE d'autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement 2024 dans la limite des crédits repris ci-dessus, et ce, avant le vote du budget primitif de 2024.

12. Dossiers en cours , questions écrites et orales

Questions écrites de Gérard VIEUBLED :

Point sur la conformité des travaux réalisés par CLESENCE "Derrière les Jardins" :

Le Maire : A ce jour je n'ai aucune proposition de reprise, pour l'entretien c'est un peu compliqué, la communication est difficile.

Réappropriation des surfaces communales labourées par les riverains route de Frocourt (près de la Mare) et Chemin de Chaumont (lieu dit le chêne Roucoulet) après vol des pieux matérialisant les limites. Proposition de faucher régulièrement les zones semées illégalement et appartenant à la Commune

Le Maire : D'accord sur cette question, je propose d'acter par une délibération début 2024 notre propriété des Chemins, suite au recensement fait par l'association "Chemins ruraux des Hauts de France"

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures.